

Varsovie – Réunion Dialogue et Solidarité sur le thème du travail n°3 26/05/2015

Présents: Jarek, Robert, Anna, Christel, Janek, Losza, Piotrek (deuxième partie de la réunion).

Ordre du jour:

- I. Travail solidaire, informel, non reconnu
 1. Travail à la maison (par ex: s'occuper de ses enfants)
 2. Bénévolat „officiel” (par ex: dans des associations)
 3. Engagement dans la société, notre communauté, notre voisinage
- II. Audition d'un reportage radio sur le témoignage de militants du groupe: „nous sommes le précaire”

I. Travail solidaire, informel, non reconnu

1. Travail à la maison (par ex: s'occuper de ses enfants)

- Exemples tirés des entretiens individuels:

Une maman qui reste à la maison pour s'occuper de ses enfants témoigne du fait qu'elle se sent reconnue par sa famille ainsi que par la société. Elle sent aussi que ce qu'elle fait est important.

Une autre a l'impression qu'une moitié de la société comprend son choix et que l'autre non. Mais ce n'est pas important. En revanche, dans cette situation, les services sociaux ne la soutiennent qu'au taux minimum, à savoir des allocations familiales de 77 pln par mois. Cela ne permet rien du tout. Cette maman interprète cette quasi absence de soutien de l'État ainsi: L'État préférerait qu'elle retourne au travail au plus vite, car il fait des bénéfices sur chaque travailleur, par le biais des impôts.

- Apports „légaux” et discussion:

En Suède les personnes qui s'occupent des personnes malades de leur famille reçoivent de l'argent de l'État. En effet, la solidarité intergénérationnelle est considérée comme un travail car utile à la société. L'État, qui par ce biais économise, rémunère les personnes qui s'occupent de leurs proches (enfants, personnes âgées, personnes handicapées...) Des analyses montrent également qu'il est plus facile, et que cela demande moins d'effort, de s'occuper d'une personne de sa famille que si c'était une personne extérieure à la famille.

Le ménage, la préparation des repas, l'éducation de ses enfants, sont les implications d'un foyer, d'une famille. Ce travail familial devrait pouvoir être un choix, mais il y a encore beaucoup de barrières, et il n'est pas du tout reconnu ni valorisé.

Un jour nos enfants aussi s'occuperont de nous, et ce travail sera alors une récompense pour services rendus.

L'État devrait faire confiance à ses citoyens, compter sur leur honnêteté et leur bonne volonté (citoyenneté). Cela devrait aussi commencer dans l'éducation, à partir de l'école maternelle. Mais cela demande que l'exemple soit donné depuis « le haut », parce qu'un mauvais exemple venu d'en haut descend vers le bas.

Au lieu de cela, le citoyen est traité comme s'il voulait uniquement tirer profit de l'État; et la transparence n'existe pas, les entrepreneurs ne pensent qu'à leur bénéfice, et pas au bien-être des travailleurs. L'économie est rentrée dans tous les aspects de la vie.

Est-ce qu'un soutien de l'État temporaire serait possible? L'État devrait indemniser les personnes dont la situation le demande.

L'État devrait être une institution qui donne le choix: ou on travaille, ou on s'occupe de ses enfants à la maison - et dans le cas la on reçoit une aide de l'État.

L'État pourrait aussi proposer d'autres solutions: formes travail plus flexibles, crèches d'entreprises...

2. Bénévolat « officiel »

- Exemple introduisant la discussion:

Le bénévolat est une forme de travail non rémunéré. Par exemple, pendant la coupe d'Europe 2012, l'UEFA s'est de fait servie des bénévoles comme d'une force de travail gratuite.

- Apports légaux et discussion:

Selon la loi, le bénévolat, ne peut pas être nommé tel quand il s'agit d'une tâche pour laquelle une autre personne perçoit une rémunération. Le bénévolat ne peut pas être utilisé pour des activités qui engendrent des bénéfices. Cependant, cela arrive souvent, par exemple dans une chaîne célèbre de fast food qui utilise sa fondation à ces fins (pas en Pologne).

Mais il y a aussi des gens qui sont « vraiment » bénévoles, en plus de leur travail, dans des dispensaires par exemple, et dans ce cas-là c'est très précieux. Il y a des valeurs que l'on ne défend pas pour de l'argent, mais pour le bonheur, la satisfaction.

3. Engagement dans la société, notre communauté, notre voisinage

- Exemple introduisant la discussion:

Robert s'occupe de la bibliothèque du collectif „La Sirène”. Les règles de fonctionnement de ce collectif sont les suivantes: tous travaillent sur un pied d'égalité, personne ne gagne d'argent de son activité, mais tout est accessible à tout le monde, parce que tout est collectif. Dans ce cas ce n'est pas « profiter des gens ».

- Discussion:

Dans l'État aussi, tous les citoyens, par leurs impôts entre autres, contribuent aux services fournis par cet État, accessibles en théorie à tous.

Cependant, les impôts ne sont pas calculés de manière équitable: le pauvres sont ceux qui proportionnellement payent le plus cher, et les riches trouvent le moyen de payer moins.

Probablement que dans les petites villes, au moyen âge, fonctionnaient comme les collectifs: tout le monde apportait la nourriture qu'il pouvait et on partageait, pour que personne n'ait faim.

Pour que ce qui se passe dans ce collectif soit possible au niveau de l'État, il faudrait:

- La confiance entre les citoyens, mais aussi entre les « demandeurs » et les employés de l'administration, le peuple et les hommes politiques.
- L'égalité, l'équité: une hiérarchie trop forte ne permet pas cela.
- Le sentiment d'un « esprit collectif ».

Conclusion:

La « logique du profit » est une logique selon laquelle tout le monde peut se débrouiller. Par exemple, une personne gravement malade va toujours trouver une famille riche pour lui payer des soins. Mais c'est de l'idéologie, dans la réalité, ça ne se passe pas comme ça.

L'essence de l'idée « d'économie » est l'agencement du bien (qui ne devrait pas être confondu avec la logique du profit, sans un regard pour la situation).

II. Audition d'un reportage radio sur le témoignage de militants du groupe: « nous sommes le précarité »

- Reportage de Olga Mickiewicz "Prekariusze" (9'54):

<http://www.polskieradio.pl/7/4465/Artykul/1447295,Prekariusze-zycie-bez-stabilizacji-i-perspektyw>

- Réactions:

Ce sont ceux qui ont le emplois les plus difficiles, qui sont employés sous les pires contrats, et qui sont le plus sous la pression et l'angoisse de perdre leur travail.

La question de la dignité est aussi importante. C'est horrible de travailler dans des conditions de travail indécentes, 12 heures par jour, et de ne pouvoir rien dire, de peur d'être viré.

Les personnes vivant dans des conditions précaires ont des craintes similaires à celles des personnes vivant dans la pauvreté: instabilité, insécurité, invisibilité d'un avenir à long terme.

Il s'agissait plutôt de gens qui ont un travail, mais qui ne sont pas contents de leur travail, qui ont un travail précaire. La pauvreté, c'est général.

Ces artistes ne rencontrent pas tous les problèmes que les personnes qui vivent dans la pauvreté, elles, rencontrent. Sans travail, ils ne pourraient même

pas penser aux différents contrats de travail. Ce qu'il y a de commun avec les personnes vivant dans la pauvreté, c'est le manque de revenus. Mais dans la pauvreté, les personnes sont aussi souvent victimes d'exclusion sociale, ce qui n'est pas le cas des personnes du reportage.

Janek raconte qui était à la manifestation de „My Prekariat” le 23 mai: C'était plutôt des jeunes, plutôt sous les couleurs des Verts, des syndicats. Il y avait quelques personnes de l'étranger, quelques travailleurs de chez Amazon. Il devait y avoir une centaine de personnes ou un peu plus.

Nous devrions essayer d'intéresser ces gens à la question de la pauvreté, pour que leur combat ne soit pas en concurrence avec le notre, ils sont proches.

Idées pour le 17 octobre:

Pendant les ateliers d'été nous pourrions enregistrer des témoignages sur le sujet du travail (issus de notre travail), pour qu'ils soient diffusés à la radio le 17 octobre.

Proposition de titre: „Qui est le dépositaire de l'exclusion en Pologne aujourd'hui?”